

No. 35761

**France
and
Republic of Moldova**

**Agreement on cultural, scientific and technical cooperation between the Government
of the French Republic and the Government of the Republic of Moldova.
Chisinau, 24 November 1994**

Entry into force: 1 August 1996 by notification, in accordance with article 9

Authentic texts: French and Moldovan

Registration with the Secretariat of the United Nations: France, 15 June 1999

**France
et
République de Moldova**

**Accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de
la République française et le Gouvernement de la République de Moldova.
Chisinau, 24 novembre 1994**

Entrée en vigueur : 1er août 1996 par notification, conformément à l'article 9

Textes authentiques : français et moldave

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : France, 15 juin 1999

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldova ci-après dénommés les Parties,

- Se référant au Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova signé à Paris le 29 janvier 1993;
- Respectueux des principes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki;
- Résolus à promouvoir la coopération entre les peuples des deux Etats dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la technique et de la formation, en tenant compte à la fois des identités culturelles de leurs pays respectifs et des besoins économiques;
- Ayant présente à l'esprit leur participation commune à un espace culturel européen et se félicitant du développement de projets d'intérêt commun dans le cadre de programmes multilatéraux

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Chaque Partie encourage l'enseignement et la diffusion sur son territoire de la langue de l'autre Partie. La Partie française, en particulier, seconde les efforts déjà consentis par la Partie moldave en faveur du français, en lui apportant une aide appropriée, à mettre au point d'un commun accord, telle que la mise à sa disposition de personnels qualifiés (lecteurs, assistants, attachés linguistiques), le soutien aux filières francophones de l'université de Chișinău et aux Instituts pédagogiques moldaves, l'organisation de stages de formation linguistique, sur place et en France, à l'intention de professeurs et d'étudiants de français, une collaboration en matière de manuels et de méthodes audiovisuelles d'enseignement du français.

Les Parties favorisent

- La coopération éducative, notamment par des échanges d'expériences et de personnes qualifiées;
- La coopération scolaire, notamment par des échanges de classes entre établissements d'enseignement secondaire ;
- La coopération universitaire, notamment par la conclusion entre universités et autres établissements d'enseignement supérieur des deux Etats, d'accords sur des programmes concrets dans le cadre des réglementations nationales en vigueur;

- L'échange de manuels, de documents pédagogiques, de publications en littérature, histoire et civilisation.

Article 2

Chacune des Parties favorise la diffusion de la culture de l'autre Partie sur son territoire.

Les Parties encouragent l'activité des établissements culturels existants ou qui viendraient à être ouverts sur leurs territoires respectifs par l'autre Partie tels que centres culturels, alliances françaises, salles de lecture, et prennent, dans le cadre de leur législation, toutes les dispositions susceptibles de faciliter leur fonctionnement.

Elles facilitent les contacts entre personnalités du monde intellectuel et artistique des deux Etats, notamment des écrivains, des bibliothécaires, des conservateurs de musée, des metteurs en scène et soutiennent, en particulier, la coopération entre experts de la gestion culturelle, de la formation aux métiers de la culture et du patrimoine.

Elles assurent une diffusion aussi large que possible des livres et autres publications d'un Etat dans l'autre et soutiennent la coopération entre organismes d'édition des deux Etats permettant d'accroître les activités de traduction et d'édition.

Elles favorisent les échanges de manifestations artistiques (théâtre, musique, arts plastiques ...). Elles privilègient les coproductions, les rencontres d'artistes et de professionnels de la culture, ainsi que la formation notamment par l'organisation de stages ou l'attribution de bourses d'études.

Elles soutiennent la collaboration en matière de protection des droits des créateurs (droits d'auteurs et droits voisins).

Article 3

Les Parties développent leur coopération dans le domaine de la radiodiffusion et de la télévision, notamment par la diffusion de programmes francophones en République de Moldova, en attachant un prix particulier à la formation, et favorisent les échanges entre organismes et professionnels dans ces domaines.

Elles développent également leur coopération dans le domaine du cinéma, en particulier par des échanges de films. Elles favorisent les échanges entre organismes et professionnels, les coproductions et les actions de formation.

Les Parties développent leur coopération dans le domaine du journalisme, notamment en matière de formation.

Article 4

Les Parties encouragent la coopération entre leurs communautés scientifiques dans les domaines des sciences exactes et appliquées ainsi que des sciences humaines et sociales.

À cet effet, elles soutiennent en particulier:

- Les échanges d'informations scientifiques et les publications communes;

- Les séjours de longue durée des chercheurs des deux Etats au niveau post-doctoral;
- Les co-directions de thèses;
- Les échanges d'enseignants et de chercheurs pour des missions d'études et des travaux de recherche commun;
- Les liens directs entre laboratoires.

Article 5

Les Parties poursuivent une coopération aussi étroite que possible dans des domaines techniques, à déterminer d'un commun accord, en fonction des besoins.

La Partie française est disposée, en particulier, à apporter son concours pour une coopération en matière d'aide à la gestion publique (formation de cadres administratifs, par exemple, formation juridique) et d'aide à la mise en oeuvre de réformes économiques.

La Partie française est prête à mener des expertises et à offrir son conseil, si la Partie moldave le souhaite, puis à privilégier des actions de formation, sur place ou en France. Des mises à niveau linguistique sont organisées, en tant que de besoin, à l'intention des futurs stagiaires moldaves.

Article 6

Les Parties encouragent les échanges de jeunes, tant dans les domaines culturel que sportif. Elles mettent l'accent sur les contacts directs entre organisations gouvernementales et non gouvernementales, associations et fédérations, ainsi que sur la formation des jeunes.

Article 7

Les Parties encouragent les diverses formes de la coopération décentralisée, complémentaire de la coopération entre Etats : relations directes entre personnes et institutions, jumelages de villes ou de régions, etc.

Article 8

Conformément au Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova du 29 Janvier 1993 (Article 10, alinéa 6), il est créé une Commission mixte intergouvernementale de coopération culturelle, scientifique et technique. Celle-ci se réunit régulièrement, alternativement en France et en République de Moldova, pour élaborer des programmes d'échanges culturels, scientifiques et techniques, fixer les axes prioritaires de la coopération et définir les modalités pratiques de son exécution.

Afin de préserver l'unité de leur coopération et d'en renforcer l'efficacité, les Parties sont convenues d'établir des liens permanents entre cette Commission et la Commission mixte intergouvernementale de coopération économique, industrielle et financière prévue par le Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova du 29 janvier 1993 (Article 9, alinéa 2).

Les Parties définissent sous la forme d'un arrangement particulier le statut de leurs personnels de coopération.

Article 9

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur du présent accord; celui-ci prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans; sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans sauf si l'une des Parties notifie à l'autre, par écrit et avec un préavis d'un an avant l'expiration de la période de validité en cours, sa décision de le dénoncer.

Fait à Chisinau, le 24 novembre 1994 en double exemplaire original chacun en langues française et moldave les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française:

[BERTRAND DUFOURCQ]

Pour le Gouvernement de la République de Moldova :

[MIHAI POPOV]

[MOLDOVAN TEXT — TEXTE MOLDOVE]

ACORD DE COOPERARE

CULTURALĂ, ȘTIINȚIFICĂ ȘI TEHNICĂ

INTRE

GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE

ȘI

GUVERNUL REPUBLICII MOLDOVA

ACORD

DE COOPERARE CULTURALĂ, ȘTIINȚIFICĂ ȘI TEHNICĂ DIN TRE GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE ȘI GUVERNUL REPUBLICII MOLDOVA

Guvernul Republicii Franceze și Guvernul Republicii Moldova,
denumite în continuare «Părți»,

referindu-se la Tratatul de înțelegere, prietenie și cooperare
dintre Republica Franceză și Republica Moldova, semnat la Paris la
29 ianuarie 1993,

respectind principiile Actului final al Conferinței pentru
Securitate și Cooperare în Europa de la Helsinki,

decise să promoveze cooperarea dintre popoarele celor două
state în domeniile culturii, educației, științei, tehnicii și instruirii,
tinând cont, totodată, de identitățile culturale și necesitățile economice
ale țărilor lor,

luând în considerare apartenența lor comună la un spațiu
cultural european și participarea la dezvoltarea proiectelor de interes
comun în cadrul unor programe multilaterale,

au convenit urmatoarele:

ARTICOLUL 1

Fiecare Parte va încuraja înșurarea și difuzarea pe teritoriul
său a limbii celeilalte Părți. Partea franceză, în special, va susține
eforturile deja manifestate de către Partea moldovenească în favoarea
limbii franceze, acordindu-i un ajutor cuvenit, care va fi concretizat
de comun acord, cum ar fi punerea la dispoziție a personalului
calificat (lectori, asistenți, atașați lingvistică), sprijinul filierelor
francofone ale Universității de Stat din Chișinău și ale universităților
pedagogice din Moldova, organizarea stagierilor de instruire
lingvistică, la fața locului și în Franță, la inițiativa profesorilor și
celor ce studiază franceza, colaborarea în materie de manuale și
metode audiovizuale de predare a limbii franceze.

Partile vor favoriza:

- cooperarea în domeniul educației, în special prin schimburi de experiență și personal calificat,
- cooperarea școlară, anume prin schimburi de clase între instituțiile de învățămînt secundar,
- cooperarea universitară în special prin încheierea între universități și alte instituții de învățămînt superior ale celor două state a unor acorduri privind programe concrete conform reglementărilor naționale în vigoare.

ARTICOLUL 2

Fiecare Parte va favoriza difuzarea culturii celeilalte Parti pe teritoriul său.

Partile vor încuraja activitatea instituțiilor culturale existente sau care urmează a fi deschise respectiv pe teritoriul lor de către cealaltă Parte precum, centre culturale, alianțe franceze, săli de lectură și vor lua, în cadrul legislației lor, toate măsurile susceptibile de a facilita funcționarea acestora.

Ele vor facilita contactele între personalitățile din lumea intelectuală și artistică a celor două state, anume între scriitori, bibliotecari, custodi de muzeu, regizori de teatru și vor sprijini, în special cooperarea între experti în gestionarea culturii, instruirea în domeniul culturii și patrimoniului.

Ele vor asigura difuzarea cât mai largă a cărților și altor publicații ale unui stat pe teritoriul celuilalt și vor sprijini cooperarea între casele de edituri ale celor două state permitînd creșterea activităților de traducere și editare.

Ele vor favoriza schimburile de manifestări artistice (teatru, muzică, arte plastice...). Ele vor privilegia coproducții, întîlnirile oamenilor de cultură și artă precum și instruirea acestora, în special prin organizarea de stagieri ori atribuirea burselor de studii.

Ele vor susține colaborarea în domeniul protejării dreptului de creație (drepturile de autor și drepturile contigue).

ARTICOLUL 3

Părțile vor dezvolta cooperarea în domeniul radiodifuziunii și televiziunii, în special prin difuzarea de programe francofone în Republica Moldova și atribuind o importanță deosebită pregătirii cadrelor. Ele vor favoriza schimburi între organizațiile și profesioniștii din aceste domenii.

Ele vor dezvolta deasemenea cooperarea în domeniul cinematografiei, în special prin schimburi de filme. Ele vor favoriza schimburile între organizații și profesioniști, coproducerile și activitățile de instruire.

Părțile vor dezvolta cooperarea în domeniul ziaristicii, în special în materie de pregătire a cadrelor.

ARTICOLUL 4

Părțile vor încuraja cooperarea între comunitățile lor științifice în domeniul științelor exacte și aplicate, precum și al celor umanitare și sociale.

În acest scop, ele vor sprijini în particular:

- schimburile de informații științifice și publicațiile comune;
- sejurul de lungă durată al cercetătorilor din cele două state la nivel post-doctorant;
- conducerea mixtă a tezelor;
- schimburile de specialiști și cercetători pentru misiuni de studii și lucrări de cercetări științifice de comun interes;
- legăturile directe între laboratoare.

ARTICOLUL 5

Părțile vor dezvolta o cooperare cu mai strinsă în domeniile tehnice, determinate de comun acord, în funcție de necesități.

Partea franceză este dispusă, în special, să-și dea concursul pentru extinderea colaborării în masură să ajute la gestiunea publică (pregătirea cadrelor administrative, de exemplu, instruirea juridică), precum și la realizarea reformelor economice.

Partea franceză este gata să efectueze diverse expertize și să-și împărtășească experiența dacă Partea moldovenească manifestă o asemenea dorință și să privilegieze acțiuni de instruire a cadrelor, la fața locului sau în Franța. Acțiuni de ordin lingvistic vor fi organizate, în funcție de necesități, la inițiativa viitorilor stagiari moldoveni.

ARTICOLUL 6

Părțile vor incuraja schimburile de tineri atât în domeniul cultural cât și cel sportiv. Ele vor accentua contactele directe între organizațiile guvernamentale și neguvernamentale, asociații și fedații, precum și instruirea tineretului.

ARTICOLUL 7

Părțile vor incuraja diverse forme de cooperare decentralizată, complementară cooperării dintre state: relații directe între persoane și instituții, orașe ori regiuni înrudite, etc.

ARTICOLUL 8

În conformitate cu Tratatul de înțelegere, prietenie și cooperare între Republica Franceză și Republica Moldova din 29 ianuarie 1993 (articolul 10, alineatul 6), Părțile vor crea o comisie mixtă interguvernamentală de cooperare culturală, științifică și tehnică. Aceasta se va reuni periodic, alternativ în Franța și în Republica Moldova, pentru elaborarea programelor de schimburi culturale, științifice și tehnice, desemnarea direcțiilor prioritare ale colaborării lor și stabilirea modalităților practice de realizare.

În scopul menținerii unității cooperării lor și întăririi eficienței acesteia, Părțile au convenit să stabilească legături permanente între această comisie și comisia mixtă interguvernamentală de cooperare economică, industrială și financiară, prevăzută de catre Tratatul de înțelegere și cooperare dintre Republica Franceză și Republica Moldova din 29 ianuarie 1993 (articolul 9, alineatul 2).

Părțile vor stabili statutul personalului de cooperare printr-o înțelegere separată.

ARTICOLUL 9

Fiecare din Părți va notifica celeilalte despre indeplinirea procedurilor cerute de propria legislație în vederea intrării în vigoare a prezentului Acord. Acesta va avea putere efectivă în prima zi a celei de a doua luni de la data depunerii ultimei din aceste notificări.

Prezentul Acord este încheiat pe o durată de cinci ani. Valabilitatea sa va fi prelungită prin reconducțiune tacită din cinci în cinci ani dacă una din Părți nu va notifica celeilalte, în scris și cu un preaviz cu un an înainte de expirarea perioadei de valabilitate în curs, asupra deciziei sale de a-l denunța.

Înăscris la Chișinău, la 24 noiembrie 1994, în două exemplare originale, fiecare în limbile franceză și moldovenească, ambele texte fiind egal autentice.

PENTRU GUVERNUL
REPUBLICII FRANCEZE

BERTRAND DUFOURCQ

SECRETARUL GENERAL AL
AFACERILOR EXTERNE

PENTRU GUVERNUL
REPUBLICII MOLDOVA

MIHAI POPOV

MINISTRUL AFACERILOR
EXTERNE

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT ON CULTURAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MOLDOVA

The Government of the French Republic

and

The Government of the Republic of Moldova,

Hereinafter referred to as the Parties:

Referring to the Treaty of understanding, friendship and cooperation between the French Republic and the Republic of Moldova, signed in Paris on 29 January 1993,

Respectful of the principles of the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe, held in Helsinki,

Determined to promote cooperation between the peoples of the two States in the spheres of culture, education, science, technology and training, while taking into account both the cultural identities of their respective countries and their economic needs,

Bearing in mind their joint participation in a European cultural space and welcoming the development of projects of common interest within the framework of multilateral programmes,

Have agreed as follows:

Article 1

Each Party shall encourage the teaching and dissemination in its territory of the language of the other Party. The French Party, in particular, shall support the efforts already agreed to by the Moldovan Party on behalf of the French language, by providing appropriate assistance to develop a joint agreement, *inter alia* to provide qualified personnel (teaching and language assistants), support for the French-language departments of the University of Chisinau the Moldovan teacher-training institutes, the organization of language courses, in the Republic of Moldova and in France, for teachers and students of French, and cooperation with regard to textbooks and audio-visual methods for teaching French.

The Parties shall promote:

Cooperation in education, in particular through exchanges of experience and of qualified personnel;

Cooperation at the level of schools, including class exchanges between secondary schools;

Cooperation at the level of universities, including the conclusion between universities and other institutions of higher education of the two States of agreements on specific programmes within the framework of the national regulations in force;

The exchange of textbooks, teaching materials and publications on literature, history and civilization.

Article 2

Each Party shall encourage the dissemination of the culture of the other Party in its territory.

The Parties shall encourage the activities of cultural establishments already opened in their respective territories by the other Party, such as cultural centres, branches of the Alliance Française and reading rooms, and of those which are opened in the future, and shall adopt in their legislation all provisions likely to facilitate their operation.

They shall facilitate contacts between intellectual and artistic personalities of the two States, especially writers, librarians, museum curators, theatre or cinema directors and, in particular, cooperation between experts in cultural administration and in training for occupations in the fields of culture and the national heritage.

They shall ensure the widest possible distribution of the books and other publications of each State in the other, and shall support cooperation between publishing houses of the two States with a view to increasing translation and publishing activities.

They shall encourage exchanges of artistic events (theatre, music, the plastic arts, and so on). They shall place special emphasis on co-productions, meetings between artists and persons working in the cultural field, and training, particularly through the organization of training courses or the award of scholarships.

They shall support cooperation in the protection of creators' rights (copyright and related rights).

Article 3

The Parties shall develop their cooperation in the area of radio and television, in particular by broadcasting French-language programmes in the Republic of Moldova, attaching particular importance to training, and shall promote exchanges between agencies and professionals in those areas.

They shall also develop their cooperation in the area of cinema, in particular by exchanges of films. They shall promote exchanges between agencies and professionals, co-productions and training activities.

The Parties shall develop their cooperation in the field of journalism, particularly with regard to training.

Article 4

The Parties shall encourage cooperation between their scientific communities in the areas of the pure and applied sciences, as well as the social sciences.

To that end, they shall support, in particular:

Exchanges of scientific information and joint publications;

Long-term post-doctoral-level visits by researchers from the two States;
Co-supervision of theses;
Exchanges of teachers and researchers for study missions and joint research work;
Direct links between laboratories.

Article 5

The Parties shall pursue the closest possible cooperation in technical areas, to be determined by mutual agreement, according to needs.

The French Party is disposed, in particular, to contribute to cooperation regarding assistance in public administration (training of administrative officials, for example, legal training) and assistance in implementing economic reforms.

The French Party is prepared to provide expert services and offer advice, if the Moldovan Party so desires, and then to accord priority to training activities, either in the Republic of Moldova or in France. Courses shall be organized, as required, to bring the linguistic skills of future Moldovan trainees up to the required level.

Article 6

The Parties shall encourage exchanges of young people in the fields of culture and sport. They shall emphasize direct contacts between governmental and non-governmental organizations and associations and federations, and the training of young people.

Article 7

The Parties shall encourage the various forms of decentralized cooperation, which supplements cooperation between States: direct relations between individuals and institutions, twinning arrangements for towns and regions, and so on.

Article 8

In accordance with the Treaty of understanding, friendship and cooperation between the French Republic and the Republic of Moldova of 29 January 1993 (article 10, paragraph 6), a Joint Intergovernmental Commission for Cultural, Scientific and Technical Cooperation shall be established. It shall meet on a regular basis, alternately in France and in the Republic of Moldova, to draw up programmes of cultural, scientific and technical exchanges, to establish the priority targets for their cooperation and to define the practical modalities of implementation.

In order to preserve the cohesion of their cooperation and to enhance its effectiveness, the Parties have agreed to establish permanent links between the aforementioned Commission and the Joint Intergovernmental Commission for Economic, Industrial and Financial Cooperation provided for under the Treaty of understanding, friendship and cooperation between the French Republic and the Republic of Moldova of 29 January 1993 (article 9, paragraph 2).

The Parties shall define the status of their cooperation personnel in a special arrangement.

Article 9

Each Party shall notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification.

This Agreement is concluded for a period of five years. It shall be automatically extended for further five-year periods unless one of the Parties notifies the other in writing of its decision to denounce the Agreement one year prior to the expiry of the current period of validity.

Done at Chisinan on 24 November 1994 in two original copies, each in the French and Moldovan languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

BERTRAND DUFOURCQ
Secretary-General for Foreign Affairs

For the Government of the Republic of Moldova:

MIHAI POPOV
Minister for Foreign Affairs

